

**Zeitschrift:** Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum

**Herausgeber:** Forum Helveticum

**Band:** 16 (2007)

**Artikel:** Die Zukunft der Schweiz in Europa

**Autor:** Calmy-Rey, Micheline

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-833178>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 02.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## DIE ZUKUNFT DER SCHWEIZ IN EUROPA

Micheline Calmy-Rey

Ich möchte zunächst dem Forum Helveticum, seinem Präsidenten alt Bundesrat Arnold Koller und all denjenigen Personen danken, welche sich in diesem Zyklus über die Stellung der Schweiz in Europa engagiert haben. Es ist mir persönlich ein grosses Anliegen, dass in unserem Land über diese Frage fundiert und ausgiebig diskutiert werden kann. Genau aus diesem Grund hat der Bundesrat im vergangenen Jahr einen Europabericht veröffentlicht, der eine solide Grundlage für diese Diskussion liefert. Losgelöst von der europapolitischen Tagesaktualität ist es unabdingbar, sich immer wieder auch den Grundsatzfragen zu stellen. Das anstehende 50-Jahr Jubiläum der Römer Verträge, welche das vertragliche Fundament der heutigen Europäischen Union bilden, bietet uns dazu eine sehr passende Gelegenheit.

Der Dichterfürst Victor Hugo meinte zwar einmal «*La Suisse dans l'histoire aura le dernier mot*». Ich will diese schmeichelnde Aussage natürlich nicht in Frage stellen. Losgelöst von der Frage, ob es überhaupt ein solches Schlusswort gibt, bin ich aber davon überzeugt, dass wir in der Zusammenarbeit und im Austausch mit unseren europäischen Partnern sicher einen solideren Weg zur Lösung unserer gemeinsamen Probleme und Herausforderungen finden werden, als auf ein Schlusswort der Geschichte zu warten, das wohl nie kommen wird. Es freut mich daher ganz besonders, dass Sie in der Person des Bundesinnenministers Wolfgang Schäuble auch eine sehr vertraute und hochgeschätzte Stimme von aussen zur heutigen Schlusstagung eingeladen haben.

Sie, sehr geehrter Herr Bundesinnenminister, haben einmal in einer 1. August-Rede in Graubünden gesagt, dass sich die europäischen Freunde der Schweiz eine grosse Zurückhaltung anerzogen haben, was Ratschläge in Sachen Europapolitik betreffe. Es trifft sicher zu, dass die Schweizerinnen und Schweizer keine Lektionen aus dem Ausland oder Brüssel mögen. Keine selbstbewusste und historisch gewachsene politische Gemeinschaft auf dieser Welt hat dies übrigens gerne. Aber Sie fügten in der gleichen Rede hinzu, dass die Schweiz immer offen stand für andere Menschen, andere Ideen und politische Überzeugungen. Die süddeutschen Geheimdienste im 19. Jahrhundert haben dies bezüglich ihre Erfahrungen mit renitenten Schweizer Behörden im Zusammenhang mit politischen Flüchtlingen gemacht. Diese Offenheit ist auch heute

in der Schweiz fest verwurzelt. Wer sich aber in unser politisches System einfühlen kann und unsere gesellschaftliche, sprachliche und föderale Identität akzeptiert ist auch mit Ratschlägen höchst willkommen. Sie, Herr Bundesinnenminister, gehören in ganz besonderem Masse zu diesen Persönlichkeiten. Ich freue mich daher schon jetzt auf Ihre späteren Ausführungen.

Ein wesenhafter Zug der Willensnation Schweiz ist das aktive Bekenntnis zur Mehrsprachigkeit. Dazu gehört einerseits, dass ich natürlich meine Muttersprache nicht verstecke, aber auch, dass ich als französischsprachige Bundespräsidentin deutsch rede. Daher werde ich, und bitte verstehen Sie Herr Bundesminister dies nicht als Akt der Unhöflichkeit, einen Teil der Rede auf Französisch halten.

Nos relations avec l'Union européenne (UE) représentent sans aucun doute l'aspect le plus important de notre politique étrangère. Créée à l'origine par une volonté politique forte de mettre fin aux guerres fratricides qui ont ravagé l'Europe durant des siècles, l'UE s'est développée progressivement, durant cinq décennies, et elle est devenue au fil des ans un acteur incontournable. De par l'éventail de plus en plus large de ses politiques et le renforcement de ses compétences, elle influe de manière croissante sur le quotidien de ses habitantes et de ses habitants. Elle joue un rôle de plus en plus important sur la scène européenne et mondiale. Elle influe sur notre quotidien à tous les niveaux et dans presque tous les domaines. Que ce soit en matière de croissance économique, de protection sociale, de sécurité intérieure, d'environnement, de transports ou de recherche, les développements en cours dans l'UE ont un impact sur nos politiques, à un titre ou à un autre.

La Suisse vit une communauté de destin avec l'UE. L'Union est sa principale partenaire politique et économique. Elle met en place les conditions de notre paix et de notre bien-être. Du simple fait qu'elle existe, l'UE est un gage de sécurité et de prospérité pour notre pays. Elle protège la Suisse. C'est la raison pour laquelle la Suisse s'est toujours efforcée d'entretenir avec l'UE d'excellentes relations et de développer un réseau d'accords lui permettant de défendre au mieux ses intérêts. La première pierre de cet édifice est constituée par l'accord de libre-échange de 1972, qui libéralise les échanges de produits industriels et de produits agricoles transformés.

Après le rejet par le peuple et les cantons de l'Espace économique européen en décembre 1992, la Suisse a entrepris de négocier avec l'Union toute une

série d'accords substantiels visant à lui procurer un meilleur accès au marché communautaire. Elle s'est engagée dès 1994 dans des négociations – les bilatérales I – qui ont débouché sur sept accords sectoriels de nature plutôt économique. Un deuxième cycle de négociations a débuté ensuite – les bilatérales II –, cycle qui a abouti en 2004 à la signature de huit autres accords sectoriels et d'une déclaration d'intention. Contrairement aux premiers, ces accords ne portent pas uniquement sur des sujets économiques, mais comprennent également des thèmes politiques, culturels et environnementaux. De l'ensemble de ces accords bilatéraux II, seuls ceux de Schengen et Dublin ont fait l'objet d'un référendum. Ils ont été acceptés par le peuple suisse le 5 juin 2005. Peu après, le 25 septembre, le souverain a également accepté l'extension de la libre circulation des personnes – établie par les accords bilatéraux I – aux dix nouveaux Etats membres de l'UE. Le peuple a ainsi confirmé à deux reprises la politique du Conseil fédéral et la voie bilatérale poursuivie dans le cadre de nos relations avec l'UE.

La Suisse dispose aujourd'hui d'un important réseau d'accords avec l'UE, à savoir d'une vingtaine d'accords principaux et de plus d'une centaine d'accords secondaires. A travers ce réseau dense bâti au cours des années, la Suisse apparaît à bien des égards – en tant qu'Etat non membre de l'UE – aussi bien intégrée, voire mieux intégrée que ne le sont certains Etats membres.

La voie bilatérale représente-t-elle la voie royale que la Suisse doit continuer à emprunter dans ses relations avec l'UE? Cette voie est-elle la bonne? Le Conseil fédéral, dans un rapport publié le 28 juin 2006, parvient à la conclusion que la voie bilatérale, à l'heure actuelle, est à privilégier comme instrument de défense de nos intérêts vis-à-vis de l'UE. Avec la conclusion des accords bilatéraux, nous avons pu établir dans de nombreux domaines une coopération qui amoindrit les désavantages de notre non-appartenance institutionnelle: nous avons ouvert à la Suisse un large accès au marché intérieur communautaire, nous avons assuré la participation à l'Espace de Schengen et de Dublin, ainsi qu'à des programmes et à diverses agences européennes.

La voie bilatérale offre en outre une certaine flexibilité, dans le sens où les accords étant sectoriels et *ad hoc*, seuls les domaines d'intérêts communs sont négociés, là où des solutions adaptées peuvent être trouvées. La flexibilité du modèle suisse permet des dérogations individuelles – on parle d'*opting out* dans les négociations internationales – et elle laisse intacte la marge de manœuv-

vre de notre pays dans le domaine de la politique commerciale ou des relations extérieures. Par exemple, le fait que la Suisse ne soit pas membre de l'UE peut constituer un avantage de politique étrangère. N'étant pas soumise aux obligations de compromis au sein des 25, elle est plus libre dans ses prises de position, initiatives ou programmes de promotion de la paix.

In zwei Wochen feiern unsere europäischen Nachbarn den 50. Jahrestag der Römer Verträge, der Gründungsverträge der Europäischen Gemeinschaften. Dieser ist auch für die Schweiz Anlass, nach einem halben Jahrhundert europäischer Integration Bilanz zu ziehen und sich Überlegungen zur Zukunft dieses Prozesses zu machen. Die Schweiz ist bekanntlich nicht Mitglied der EU. Wenn ich als schweizerische Bundespräsidentin trotzdem eine europapolitische Bilanz wage, dann darum, weil die Schweiz auch ohne EU-Mitgliedschaft immer aktiver Teil dieses europäischen Entwicklungsprozesses war und ist. An den Grenzen der EU hört Europa nicht auf. Ich nehme meine Standortbestimmung also aus der Perspektive einer spezifisch schweizerischen Doppelrolle von Outsiderin und Insiderin vor: Einerseits mit dem Respekt der *Outsiderin* Schweiz für die Leistungen des Friedens- und Wohlstandsprojekts EU, von welchem wir als Drittland seit Jahrzehnten profitieren. Und andererseits mit dem auch kritischen Geist der *Insiderin* Schweiz, die sich als engagierte Europäerin immer für eine europäische Zusammenarbeit, für eine Interessenpolitik der gemeinsamen Lösungen und für Solidarität eingesetzt hat.

Die historischen Leistungen der EU können nicht genug betont werden:

- die Friedenssicherung nach den Weltkriegen,
- die Wiedervereinigung Europas nach dem Kalten Krieg,
- der Binnenmarkt als heute stärkster Wirtschaftsraum der Welt mit einer stabilen, erfolgreichen Einheitswährung.

Der Aufbau Europas hat die Errichtung eines dauerhaften Friedens in Westeuropa ermöglicht und dem ganzen Kontinent eine beispiellose Phase des Wohlstands gebracht. Diese Errungenschaften haben die Generationen, welche das unermessliche menschliche Leid und die Gräuel des Zweiten Weltkriegs oder die Spaltung Europas im Kalten Krieg noch aus persönlicher Erfahrung kennen, nachhaltig geprägt. Für sie hat sich damit auch die europäische Inte-

gration quasi selbstverständlich legitimiert. Für die Jugendlichen von heute ist sowohl der Zweite Weltkrieg wie der Kalte Krieg Teil der Geschichte. Sie müssen heute in Europa keine Angst vor Krieg haben und können sich frei durch ganz Europa bewegen. Sie haben heute aber andere Sorgen, sei es eine Lehrstelle zu finden oder eine intakte Umwelt.

Darauf muss sich die EU einstellen und neue Formen der Legitimität finden. Eine glaubwürdige Vorreiterrolle der EU in der Klimapolitik gehört beispielsweise dazu. Das EU-Gipfeltreffen von gestern und heute hat diesbezüglich ein starkes Signal gesendet. Die EU will näher bei ihren Bürgerinnen und Bürgern sein, um die Legitimität zu verbessern. Gleichzeitig muss eine wachsende Union ihre Entscheidmechanismen entsprechend vereinfachen, um weiterhin effizient und handlungsfähig zu bleiben. Die laufende EU-Verfassungsdiskussion will Demokratie, Effizienz und Transparenz stärken. Dies zu erreichen ist kein leichtes Unterfangen, auch auf nationaler Ebene. In einer Union von 27 Mitgliedstaaten mit oft unterschiedlichen Interessen, ist es eine echte Herausforderung. Sehr schwierig gestaltet sich auch die Konsenssuche über die Zukunft des Erweiterungsprozesses. Vielen Menschen geht diese Entwicklung zu schnell. Die geografische Erweiterung der EU kann daher wohl kaum ohne grundätzliche Debatte mit der Bevölkerung über die europäischen Werte und die zukünftigen Grenzen dieser politischen Union erfolgen.

In diesem Kontext divergierender Meinungen fragen sich viele, ob eine «immer engere Union der Völker» als Finalität der europäischen Integration weiterhin zeitgemäß und realistisch ist. Nicht wenige bezweifeln dies angesichts einer Union von 27 Ländern, die zunehmend Schwierigkeiten hat, sich auf ein gemeinsames Projekt zu einigen. Gewisse Beobachter sagen bereits den Übergang zu einer «Union mit mehreren Geschwindigkeiten» oder sogar zu einer Union «mit variabler Geometrie» voraus: Letztere würde nicht nur unterschiedliche Rhythmen im Integrationsprozess, sondern auch verschiedene Ländergruppen mit verschiedenen Integrationsstufen zulassen, wie das ansatzweise auch bereits Realität ist.

Die Schweiz hat – neben Liechtenstein – nur einen Nachbarn: Die EU. Wir beobachten die genannten Entwicklungen innerhalb der EU darum mit grosser Aufmerksamkeit. Letztlich kann die Schweiz nur *ein* Interesse haben: Dass die EU als unsere wichtigste politische und wirtschaftliche Partnerin auch die neuen Herausforderungen meistert und weiterhin stark und handlungsfähig bleibt. Ich bin optimistisch: Die EU hat immer wieder durch Kreativität,

Flexibilität und Pragmatik bei der Lösungsfindung überrascht. Und ich bin sicher, dass unsere Nachfolgerinnen und Nachfolger anlässlich des 100-jährigen Jubiläums der Römer Verträge auf diese Phase als temporäres Formtief zurück-schauen können.

Damit komme ich aber zur Rolle der Schweiz in Europa. In Bezug auf die genannten Herausforderungen der EU höre ich regelmässig den Vorwurf: *Die Schweizer reden immer von Europa. Doch die andern bauen es.* Nun, das ist ein Missverständnis. Die Schweiz ist zwar nicht Mitglied der EU. Sie ist aber sehr wohl ein europäisches Land und ebenso aktiv wie solidarisch an der Gestaltung des Kontinents beteiligt. Unserem geografischen Schicksal können und wollen wir nicht entkommen. Entsprechend hat die Schweiz eine Europapolitik, die weit über die bilateralen Abkommen mit der EU hinausgeht: Sie ist engagiertes Mitglied des Europarates und beteiligt sich im Rahmen der UNO, der EU und der OSZE an der Friedensförderung in Südosteuropa. Seit Ende des Kalten Kriegs unterstützt sie Reformen in den ehemals kommunistischen Staaten Osteuropas mit substanziellen Mitteln. Wir sind daran, diese Unterstützung durch den Erweiterungsbeitrag zugunsten der 2004 beigetretenen neuen EU-Staaten auszubauen. Schliesslich ist die Schweiz konstruktive Partnerin im gemeinsamen europäischen Forschungsraum sowie bei der Umsetzung einer effizienten und zugleich umweltgerechten Verkehrspolitik in Europa – beispielsweise mit dem Bau der NEAT. Dieses 30 Milliarden teure Jahrhundertwerk wird von der Schweiz nicht zuletzt in einem gesamteuropäischen Interesse gebaut. In diesem Jahr wird mit der Eröffnung des Lötschberg-Basistunnels bereits eine erste Achse für den europäischen Güterverkehr dem Betrieb übergeben.

Wichtigster Teil unserer Europapolitik, sozusagen deren Rückgrat, sind aber natürlich unsere Beziehungen zur EU. Denn die geografische und kulturelle Nähe sowie das politische und wirtschaftliche Gewicht der EU machen die Union und ihre 27 Mitgliedstaaten zu den mit Abstand wichtigsten Partnern unseres Landes. Sie sind der massgebende Faktor bei der Wahrung unseres Wohlstands, unserer Sicherheit und Stabilität. Besonders eng ist aber ihre wirtschaftliche Verknüpfung: Jeden dritten Franken verdienen wir in unseren Beziehungen mit der EU. Das schafft Wachstum und damit Arbeitsplätze in der Schweiz. Über zwei Drittel unserer Exporte gehen in die EU-Länder, das sind Waren im Wert von über 100 Mrd. Franken. Umgekehrt importieren wir aus dem EU-Raum im Wert von über 120 Mrd. Franken und sind damit nach den USA der zweitwichtigste ausländische Kunde für EU-Waren.

Es ist darum klar, dass eine aktive Europapolitik für die Schweiz von entscheidender Bedeutung ist. Unser Ziel muss darin bestehen, immer die bestmöglichen Rahmenbedingungen für die Zusammenarbeit mit der EU zu schaffen – namentlich für unsere Wirtschaftsbeziehungen mit dem EU-Binnenmarkt von insgesamt 500 Millionen potenziellen Konsumentinnen und Konsumenten. Eine solche Interessenpolitik gegenüber der Union verfolgt die Schweiz bekanntlich auf bilateralem Weg. Entsprechend wurde das bilaterale Vertragswerk zwischen der Schweiz und der EU in den letzten Jahrzehnten kontinuierlich verbessert und ausgebaut. Heute können wir feststellen: Mit rund 20 bilateralen Hauptabkommen sowie gegen 100 Sekundärabkommen verfügen wir über ein solides Fundament für unsere Beziehungen. Nie war das Verhältnis zwischen der Schweiz und der EU so eng wie heute.

Dieser «bilaterale Weg» ist über die Jahre zum erfolgreichen Ansatz einer spezifisch schweizerischen Europapolitik geworden: Konkrete gemeinsame Interessen und Probleme in klar umgrenzten Bereichen regeln die Schweiz und die EU durch massgeschneiderte Abkommen. Die Schweiz hat dank den bilateralen Abkommen einen weitgehenden Zugang zum EU-Binnenmarkt erhalten – ich betone: einen weitgehenden, nicht einen vollständigen Zutritt. Diese Abkommen sind das Fundament unseres Wirtschaftswachstums und der hohen Beschäftigungsquote in der Schweiz:

- das Freihandelsabkommen von 1972,
- der Abbau technischer Handelshemmisse
- oder die Öffnung der Arbeitsmärkte durch das Freizügigkeitsabkommen, welches den Schweizer Unternehmen erlaubt, jederzeit die nötigen und geeigneten Arbeitskräfte rekrutieren zu können.

Dazu kommt die Zusammenarbeit in zentralen politischen Bereichen wie Sicherheit, Forschung, Umwelt oder Kultur. Der bilaterale Weg ermöglicht eine Politik der Offenheit und Mitverantwortung in den Beziehungen Schweiz-EU: Gemeinsame Probleme und Anliegen werden gemeinsam gelöst. Die Kooperation bei der grenzüberschreitenden Besteuerung von Zinseinkünften und das koordinierte Vorgehen in der Asylpolitik sind Beispiele dafür. Ebenso der schweizerische Erweiterungs- oder Kohäsionsbeitrag zugunsten der neuen EU-Staaten. Gleichzeitig bewahrt der bilaterale Ansatz die institutionelle Unabhängigkeit der Schweiz, wobei die Schweiz dadurch auf Mitentscheidungsrechte in der EU verzichtet.

Kurz: Als Kombination von präziser, sektorieller Interessenpolitik, Offenheit und Kooperation bei gleichzeitiger Wahrung der institutionellen Unabhängigkeit ist der bilaterale Weg zum Qualitätslabel einer spezifisch schweizerischen Europapolitik geworden. Schweizer Bürgerinnen und Bürger haben den bilateralen Ansatz seit 2000 in nicht weniger als fünf Abstimmungen geprüft und bestätigt. Der Bundesrat hat in seinem Europabericht 2006 die Weiterentwicklung des bilateralen Vertragswerks bis auf weiteres als europapolitische Option bestimmt, mit welcher die Schweiz ihre ideellen und materiellen Interessen in Europa am besten realisieren kann.

Gleichzeitig hat er betont, dass wir uns Selbstgefälligkeit und jegliche Form von Routine auch in Zukunft nicht werden leisten können: Die schweizerische Europapolitik muss fit bleiben, das heisst offensiv, selbstbewusst und selbstverständlich lösungsorientiert. Dafür muss der politische Ansatz laufend auf Effizienz und Erfolg überprüft und wenn nötig angepasst werden. Verengt sich beispielsweise der Gestaltungsraum der Schweiz – Stichwort «autonomer Nachvollzug» –, müssen wir den bilateralen Ansatz pragmatisch überdenken. Das Gleiche gilt für den Fall, dass sich die vertragliche Lösungsbereitschaft der EU oder die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen verschlechtern.

Der bilaterale Weg ist auch weiterhin ambitioniert – umso mehr als die EU inzwischen auf 27 Mitgliedstaaten angewachsen ist. Priorität ist die Umsetzung und Pflege der bestehenden Abkommen: Schengen/Dublin soll in diesem Jahr in Kraft treten können. Auch die Erneuerung des Forschungsabkommens ist eine Top-Priorität: Die Schweiz und die EU haben letzte Woche die entsprechenden Verhandlungen abgeschlossen.

In unseren Beziehungen zur EU müssen wir uns über eines bewusst sein: Die hierzulande oft geforderte «Ruhe» im Verhältnis mit unseren Nachbarn wird es nie geben. Zu gross ist das gegenseitige Interesse am Partner. Und dieses manifestiert sich zuweilen mit Vehemenz. So erfolgreich sie auch bisher war, die Partnerschaft mit der EU war nie einfach. Ich erinnere an die schwierigen Verhandlungen in Zusammenhang mit dem Bankgeheimnis in den Bilateralen II. Ebenso falsch wie ein Harmoniebedürfnis in der Europapolitik ist aber auch die chronische Erwartung der Sackgasse, in welcher der bilaterale Weg zweifellos enden müsste. Diese Vorstellung hat gerade vor dem Hintergrund des von der EU angezettelten Steuerstreits wieder Konjunktur. Diese Differenz mit der EU ist sicher einbrisantes Thema, aber eben nur ein Aspekt unserer breit gefächerten Partnerschaft.

Es geht im Steuerstreit, wie in so manchen Bereichen unserer globalisierten Welt, um Wettbewerb und Interessenpolitik – und das kann rau sein. Die Realität des Wettbewerbs heisst aber nicht, dass alles erlaubt ist.

Zunächst gibt es klare Grenzen in der *Form* des Umgangs. Die einseitige Feststellung eines Vertragsbruches bereits gekoppelt mit dem Hinweis auf die Möglichkeit von Sanktionen ist kontraproduktiv und eine denkbar schlechte Grundlage für einen konstruktiven Dialog. Und was die *Sache* betrifft: Als Aussenministerin kann ich Ihnen versichern: Die Schweiz hält ihre Abkommen ein. Hat sie immer und wird sie auch weiterhin. Eine Vertragsverletzung gibt es nicht. Denn keiner unserer Verträge mit der EU regelt die Angleichung der Unternehmensbesteuerung. Dies gilt insbesondere auch für das Freihandelsabkommen, das ausschliesslich den Handel mit bestimmten Waren abdeckt. Es tönt vielleicht banal, aber man muss es immer wieder wiederholen: Die Schweiz ist nicht Mitglied des EU-Binnenmarkts. Sie ist ja auch nicht beteiligt an der Erarbeitung der dort geltenden Regeln.

Die Argumentation der EU-Kommission befremdet mich umso mehr, weil die EU wesentlich auf der «Herrschaft des Rechts und nicht der Macht» aufbaut. Der erste Präsident der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, der deutsche Walter Hallstein hat dies wiederholt sehr prägnant formuliert: «Die Europäische Gemeinschaft ist in dreifacher Hinsicht ein Phänomen des Rechts: eine Schöpfung des Rechts, Rechtsquelle und Rechtsordnung». Es ging Hallstein bei der europäischen Einheit um die Verwirklichung der Rechtssidee selbst. Auch heute versteht sich die EU als eine Rechtsgemeinschaft und sollte dies auch in ihren Aussenbeziehungen mit souveränen Drittstaaten spüren lassen. Noch einen abschliessenden Satz zu diesem Punkt: Die Schweiz verweigert selbstverständlich nicht den Dialog mit der EU. Die ständigen Kontakte auf politischer Ebene mit Vertretern der EU und ihrer Mitgliedstaaten zeugen davon. Sie besteht aber darauf, dass sie von der EU mit dem Respekt behandelt wird, der ihr als verlässliche Vertragspartnerin zusteht. Der Vorwurf, die Schweiz verletze das Freihandelsabkommen, ist eindeutig nicht begründet. Aus diesem Grund besteht für die Schweiz auch kein Verhandlungsbedarf.

Das Fundament unserer Beziehungen mit der EU ist der bilaterale Weg. Das heisst: das über Jahrzehnte mit viel Energie und Einsatz aufgebaute bilaterale Vertragswerk und die Bereitschaft zu *einvernehmlichen* Lösungen für gemeinsame Probleme und Anliegen. Wie stark auch immer gewisse Interessen und Differenzen sein mögen, diese Grundlage der guten Beziehungen dürfen

wir nie aus den Augen verlieren. Dieses Fundament dürfen wir nicht leichtfertig riskieren. Das kann im Interesse keiner der beiden Parteien sein. Denn es ist die Grundlage für Forschungs- und Sicherheitszusammenarbeit, für die freie Mobilität der Personen auf dem Arbeitsmarkt Europa und für einen Warenverkehr zwischen der Schweiz und der EU in der Größenordnung von fast einer Milliarde CHF – *pro Tag nota bene*.

Damit komme ich zum Schluss. Im Vergleich zum Einigungsprozess der EU hat die Schweiz auf ihrem bilateralen Weg eine bescheidene politische Wegstrecke zurückgelegt – aber immer mit dem Rückhalt des Volkes. Sie hat dabei als einziges Land in Europa die Ankunft der neuen osteuropäischen Staaten per zweifachem Volksentscheid basisdemokratisch begrüßt: einmal durch das Ja zur Öffnung der Arbeitsmärkte, ein zweites Mal durch das Ja zum Kohäsionsbeitrag. Ich will damit nicht sagen, dass die föderalistische und multikulturelle Schweiz als oft zitiertes «Miniatuereuropa» Lektionen erteilen könnte. Ich glaube auch nicht, dass die Schweiz Lektionen braucht. Ich denke vielmehr an einen symmetrischen Dialog der europäischen Systeme: Der bilaterale Weg der Schweiz hat sich als Alternativ- und Komplementärprogramm zur Integrationspolitik der EU etabliert. Ich bin überzeugt, dass sich die beiden politischen Modelle – die bilaterale Politik der direktdemokratischen Konkordanzdemokratie Schweiz einerseits und das Integrationsprojekt Europäische Union andererseits – in einem gemeinsamen Europa viel zu sagen haben.